

1992, chapitre 73

LOI CONCERNANT LA RÉGIE INTERMUNICIPALE DE GESTION DES DÉCHETS SUR L'ÎLE DE MONTRÉAL

Projet de loi 221

présenté par M. Claude Dauphin, député de Marquette

Présenté le 14 mai 1992

Principe adopté le 16 juin 1992

Adopté le 16 juin 1992

Sanctionné le 17 juin 1992

Entrée en vigueur: le 17 juin 1992

Lois modifiées:

Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal (1988, chapitre 93)

Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal (1990, chapitre 95)



CHAPITRE 73

Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal

[Sanctionnée le 17 juin 1992]

Préambule **ATTENDU** qu'il y a lieu d'accorder des pouvoirs additionnels à la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal et de modifier l'entente intermunicipale du 3 décembre 1984;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Interprétation **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, il faut entendre par:

«municipalité membre» 1° «municipalité membre»: une municipalité partie à l'entente intermunicipale;

«déchets» 2° «déchets»: les matières visées au sous-paragraphe 10°a de l'article 413 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);

«entente intermunicipale» 3° «entente intermunicipale»: l'entente intermunicipale datée du 3 décembre 1984, aux termes de laquelle le ministre des Affaires municipales a décrété la constitution de la Régie, y compris ses modifications;

«Régie» 4° «Régie»: la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal.

Pouvoirs de la Régie **2.** La Régie peut, par règlement:

1° prescrire des règles relatives au transport des déchets et les conditions d'acceptation de ceux-ci à ses installations, lesquelles peuvent varier selon les catégories établies à cette fin, et désigner le lieu de leur dépôt;

2° établir des catégories de déchets, déterminer parmi ces déchets ceux qui sont réutilisables ou recyclables et prescrire les modalités de séparation et de conditionnement de ces déchets aux fins de leur enlèvement ou de leur collecte sélective;

3° obliger toute personne qui fait le transport des déchets générés sur le territoire d'une municipalité membre de la Régie à être titulaire d'un permis et prescrire les honoraires, la procédure de délivrance et les conditions d'octroi, de renouvellement, de suspension et de révocation de ce permis;

4° dans les cas qu'elle détermine, obliger toute personne à fournir un manifeste de chargement à celle qui transporte ses déchets, obliger cette dernière à conserver ce manifeste en sa possession pendant le transport et obliger chacune de ces personnes à tenir un registre des manifestes qu'elle a respectivement fournis et reçus;

5° prescrire la forme et le contenu minimal du manifeste et du registre prévus par le paragraphe 4°.

Application
limitée

3. La Régie peut limiter l'application d'un règlement visé à l'article 2 à une partie de son territoire; elle peut aussi exclure les déchets enlevés par une municipalité membre ou pour son compte.

Prépondé-
rance des
règlements

Les règlements adoptés par la Régie en vertu de l'article 2 prévalent sur tout règlement d'une municipalité membre portant sur le même objet.

Dispositions
applicables

4. L'article 356, le premier alinéa de l'article 357, les articles 359 et 361, le premier alinéa de l'article 362 et les articles 363, 367, 368 et 397 à 408 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) s'appliquent aux règlements adoptés en vertu de l'article 2, compte tenu des adaptations nécessaires.

Visites
autorisées

5. La Régie peut, par règlement, autoriser, aux conditions qu'elle détermine, ses préposés ou employés à visiter l'intérieur et l'extérieur de toute propriété mobilière ou immobilière, pour constater si ses règlements sont respectés. Toute personne a l'obligation de laisser pénétrer un préposé ou employé ainsi autorisé. Ce dernier doit, sur demande, exhiber un document identifiant sa fonction.

Résidence
privée

Toutefois, une visite à l'intérieur d'une résidence privée ne peut être faite que si les préposés ou employés ainsi autorisés ont des motifs raisonnables de croire que des règlements de la Régie n'y sont pas respectés.

Restriction
à l'acqui-
sition
d'actions

6. La Régie ne peut acquérir la totalité des actions que d'une seule compagnie en vertu du paragraphe 2° de l'article 6 de la Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal (1990, chapitre 95).

Acquisition
de nouvel-
les actions

Toute nouvelle action émise par cette compagnie ne peut être acquise que par la Régie, laquelle peut procéder à cette acquisition par règlement adopté conformément aux articles 468.37 à 468.39 de la Loi sur les cités et villes.

Caution

La Régie peut, avec l'autorisation du ministre des Affaires municipales, se porter caution de cette compagnie ou lui accorder de l'aide financière, sous quelque forme que ce soit.

Exécution
des obli-
gations

7. L'exécution des obligations de la Régie peut être poursuivie sur ses biens; l'exécution des obligations de la compagnie visée à l'article 6 peut être poursuivie sur les biens de cette compagnie.

1988, c. 93,
a. 3, mod.;
1990, c. 95,
aa. 6 et 11,
mod.

8. L'article 3 de la Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal (1988, chapitre 93), le paragraphe 3° de l'article 6 et le deuxième alinéa de l'article 11 de la Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal (1990, chapitre 95) sont modifiés par la suppression des mots « et du ministre de l'Environnement ».

1990, c. 95,
a. 1, mod.

9. L'article 1 de la Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal (1990, chapitre 95) est modifié par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

«déchets»

«2° «déchets»: les matières visées au sous-paragraphe 10°a de l'article 413 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);».

Entente
modifiée

10. L'article 1.2 de l'entente intermunicipale, remplacé par l'article 7 de la Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal (1990, chapitre 95), est de nouveau remplacé par le suivant:

«1.2 Dans la présente entente, les mots «système de gestion de déchets» désignent l'ensemble des opérations administratives et techniques assurant d'une manière rationnelle l'enlèvement, le transport, l'entreposage, le traitement, le recyclage et le dépôt définitif des déchets ou visant la génération, la récupération, la vente ou l'utilisation d'énergie ou de matières recyclables, ainsi que les biens meubles et immeubles affectés à ces fins.».

Entente
modifiée

11. Le premier alinéa de l'article 8 de l'entente intermunicipale, modifié par l'article 6 du chapitre 93 des lois de 1988 et par l'article

3 du chapitre 101 des lois de 1989, et remplacé par l'article 9 du chapitre 95 des lois de 1990, est de nouveau remplacé par le suivant :

« 8. La présente entente prend fin le 2 décembre 2025. ».

Article
déclara-
toire

12. L'article 10 est déclaratoire.

Disposition
non appli-
cable

13. Un règlement adopté en vertu de l'article 2 ne s'applique pas à une personne qui transporte des déchets en exécution d'un contrat à durée déterminée valide et en vigueur le 14 mai 1992, et ce jusqu'au terme du contrat ou de son renouvellement alors en cours, selon la date la plus rapprochée.

Effet

Le présent article cesse d'avoir effet le 14 mai 1997.

Entrée en
vigueur

14. La présente loi entre en vigueur le 17 juin 1992.